



Pour le ministre camerounais de la Décentralisation et du Développement local, les sécessionnistes anglophones ont un délai de 30 jours pour déposer les armes. Auquel cas, "c'est la loi qui suivra son cours".

Le ministre camerounais de la Décentralisation et du Développement local était la semaine dernière l'invité de l'émission « Actualités Hebdo » de la Cameroon radio television (CRTV), organe public basé à Yaoundé. L'occasion pour Paul Atanga Nji de réaffirmer sa fermeté vis-à-vis des séparatistes anglophones. « Le gouvernement camerounais ne dialoguera pas avec les éléments séparatistes dans la région anglophone du pays », a-t-il expliqué.

Une manière aussi de rappeler la déclaration faite au lendemain de sa tournée au sud-ouest et au nord-ouest en fin mars dernier : « Nous pouvons toujours juguler la crise sans brûler, piller, violer, détruire. Le gouvernement est prêt à dialoguer avec ceux qui recherchent l'unité du Cameroun ».

Se disant conforme à la volonté du président Biya qui « a fait de la sécurité une priorité absolue », Atanga Nji a lancé un ultimatum à l'endroit de sécessionnistes. Selon lui, les séparatistes ont un délai de trente jours pour déposer les armes. Faute de quoi, prévient-il, "c'est la loi qui suivra son cours".

De leur côté, des internautes ont dénoncé ce discours « martial » de Paul Atanga Nji. « Atanga Nji Paul agit en tant que ministre de la Défense et non comme chef du département de l'administration territoriale. Dans son interview à Actualités, hebdo, Paul Nji a parlé comme s'il était ministre de la Défense, alors qu'il n'a pas été nommé pour ça », peut-on lire sur la page Facebook du groupe "Scandy Media Events".

Nommés en début mars dernier à la suite d'un léger remaniement ministériel, Paul Atanga Nji et l'autre cadre anglophone Pauline Nalova Lyonga Egbe ministre des enseignements secondaires étaient censés contribuer à réunir les conditions facilitant un dialogue « franc et sincère » entre le gouvernement camerounais et les sécessionnistes pour juguler la crise frappe le Cameroun depuis fin 2016.

Source: Africanews.fr/237actu.com
